

Dossier

Se nourrir demain

Les alternatives agricoles positives

Rédaction: Nel Van Slijpe

Dans cet article

Isabelle Duquesne

Ingénieure en agriculture, travaille au Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) au sein du programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao).

Stéphane Desgain

Chargé de recherche et plaidoyer sur les questions de souveraineté alimentaire du département plaidoyer du CNCD.

Propos recueillis le 12/06/2015.

Nicolas Van Nuffel

Responsable du département plaidoyer au Centre national de coopération au développement (CNCD).
Propos recueillis le 12/06/2015.

Ces dernières décennies, une prise de conscience croissante des limites et des contradictions du système agro-industriel productiviste a amené à ce que s'organisent des résistances et des alternatives susceptibles de proposer de nouvelles façons de penser et de pratiquer l'agriculture. Alors que le modèle dominant démontre ses limites et ses contradictions, de nombreuses alternatives voient le jour et tentent de répondre aux grands enjeux alimentaires de demain.

Difficilement réductibles à un paradigme commun qui les définirait, ces perspectives nouvelles témoignent d'une grande diversité. Rassemblant ici les propos recueillis auprès de Stéphane Desgain, Isabelle Duquesne et Nicolas Van Nuffel, nous voudrions tracer des pistes d'actions et de réflexions pour mieux comprendre les enjeux qui structurent l'émergence et la diffusion des alternatives agroalimentaires au modèle agro-industriel.

Si le modèle agro-industriel se définit en grande partie par une uniformisation des pratiques et des technologies agricoles, les alternatives qui émergent tendent à dessiner les contours d'une carte dont la qualité première serait l'hétérogénéité. Cherchant à réintégrer l'agriculture dans son environnement, le caractère multiple de ces systèmes agroalimentaires alternatifs n'est rien de moins que le produit de la diversité des environnements dans lesquels ils s'insèrent.

Pratiques alternatives plurielles

Pour Isabelle Duquesne, «*les alternatives prennent en compte la spécificité des systèmes agroalimentaires. Car on ne traite pas l'agricole et l'alimentaire comme on peut traiter des produits économiques soumis aux lois du marché et à la nécessité de la renta-*

bilité». Pourrait-on identifier certaines caractéristiques qui les définiraient positivement autour de principes communs et non pas seulement en regard de ce qu'elles cherchent à éviter: le modèle agro-industriel?

Ces alternatives recouvrent de multiples dimensions. Pour leur donner une définition la plus large possible, il faut les envisager à la fois comme des systèmes agricoles spécifiques sans pour autant mettre de côté l'organisation sociale, économique et politique qui sous-tend le mode de production, de distribution et de consommation de ces systèmes.

Ainsi, ces alternatives sont particulièrement intéressantes en ce qu'elles préfigurent des formes d'organisation nouvelles. Comme l'explique Isabelle Duquesne, elles fonctionnent sous forme de réseaux plutôt souples et interdépendants qui vont alors développer une organisation assez particulière:

- | en offrant des possibilités de redistribution plus équitable de la valeur ajoutée;
- | en développant des modèles de production et de consommation qui ont moins d'externalités négatives en termes sociaux, économiques et environnementaux;
- | en redonnant à la confiance un rôle clé dans le comportement économique;



Se nourrir demain en faisant confiance aux connaissances des paysans d'Afrique.

© Jean-Louis Brocart / SOS Faim.

en dessinant des espaces où s'opèrent une définition à nouveaux frais de la gouvernance politique.

Les notions les plus à même de saisir ces formes nouvelles de systèmes agroalimentaires sont sans doute l'agriculture familiale et paysanne – en tant que mode d'organisation de la production – et l'agroécologie – en tant que techniques, savoirs et savoir-faire agricole.

Défendant cette perspective, Stéphane Desgain considère que *«l'agriculture de demain sera une agriculture familiale qui pratique l'agroécologie et qui répond aux besoins locaux. Car c'est l'agriculture la plus rentable, la plus résiliente, la plus créatrice de bien-être, respectueuse des droits humains et de l'environnement, elle peut résister au choc pétrolier et au changement climatique»*.

Quels obstacles ?

La transition agroalimentaire n'est pas prise en main par les décideurs. À la place, ils décideront plutôt de persévérer l'impasse.

Alors qu'est-ce qui nous empêche de produire du changement ? Et quelles sont les stratégies développées sur le terrain par les acteurs et les promoteurs des systèmes agroalimentaires alternatifs ?

Premièrement, le secteur agro-industriel concentre pouvoir et richesses entre les mains d'un petit nombre d'entreprises transnationales. Au travers du lobbying, celles-ci parviennent très bien à faire valoir leurs intérêts auprès des décideurs politiques. Comme l'explique Stéphane Desgain, *«le secteur de l'agro-industrie envoie des experts faire du lobbying orienté à la défense des gros producteurs»*. Ainsi, selon Nicolas Van Nuffel, *«les multinationales savent très bien se positionner dans le rapport de force, ce qui bloque toute évolution. De plus elles ont aussi un poids important face aux travailleurs du secteur, au producteurs et aux consommateurs»*.

Ensuite, il ne faut pas négliger la question de la circulation et de l'accès à l'information. Les décideurs politiques, comme les producteurs et les consommateurs, n'ont pas toujours accès à une information de qualité qui promeut l'efficacité des possibilités alternatives. La majorité des décisions politiques sont marquées par l'idéologie dominante : le progrès par la technologie.

Finalement, la transition ne sera pas sans poser de sérieuses difficultés – principalement dans les pays industrialisés mais pas uniquement. D'une part, cette transition aura un coût financier important parce qu'un changement de pratique signifie que toute une série d'investissements auront été faits pour rien. D'autre part, il sera difficile de réorienter les

La transition requiert un accompagnement des agriculteurs.

Les APE sont un danger pour les alternatives positives

Selon Isabelle Duquesne, du CFSI, les Accords de partenariat économique (APE) sont un frein pour le développement et la pérennité d'une agriculture familiale agroécologique en Afrique de l'Ouest. Les APE sont une atteinte directe à tout ce qui s'est construit au niveau des politiques nationales pour développer les systèmes agri-alimentaires alternatifs, et ruinent aussi les efforts de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour favoriser une intégration économique régionale. En permettant une ouverture des marchés européens aux produits ouest-africains, Les APE exigent la réciprocité de la part de l'Afrique de l'Ouest, qui renoncent ainsi pour une grande part aux revenus provenant des droits de douane et perdront une partie substantielle de leurs recettes. Pour le secteur agricole, l'impact sera plus important sur certaines filières : s'il sera moindre sur les filières de maraîchage où on retrouve principalement des produits périssables et frais, les filières lait, céréale et oléagineux vont subir de plein fouet les conséquences négatives de ces accords inéquitables.

Les alternatives prennent en compte la spécificité des systèmes agroalimentaires.

pratiques et les mentalités pour les producteurs, les consommateurs et les travailleurs du secteur agricole et des secteurs connexes. Stéphane Desgain résume bien la complexité de la manœuvre : *«Les verrouillages sont à tous les niveaux. Tous les services et les entreprises qui sont en amont et en aval du système agricole sont engagés dans le modèle. Avec l'hyperspécialisation des filières agricoles, l'ensemble des connaissances, des techniques, des instruments, des technologies, des emplois, des investissements, des recherches, et jusque dans les habitudes de consommation, l'ensemble de la chaîne de production s'est construite autour du modèle agro-industriel».*

En parallèle aux obstacles endogènes au système agro-industriel, il est un autre frein lié aux stratégies des acteurs et promoteurs des systèmes agroalimentaires alternatifs : la persistance d'une vision parfois apolitique au sein des pratiques alternatives. Pour Nicolas Van Nuffel, *«la faiblesse des alternatives provient aussi en partie de l'oubli du rapport de force et de l'importance de penser la société en tenant compte de l'État comme acteur principal».* Bien que les choses évoluent dans le bon sens, il reste beaucoup à faire pour qu'émerge une conscience collective large de l'importance de peser dans les rapports de force.

Quelles stratégies ?

Malgré les obstacles qui encombrant les voies vers une transformation profonde de

nos systèmes agroalimentaires, les acteurs et les promoteurs des systèmes agricoles alternatifs parviennent, au Nord comme au Sud, à se frayer un (des) passage(s) et à construire d'autres pratiques agricoles à coup d'innovations, de négociations, d'alliances, d'organisation et d'expérimentations. Reflet de la multitude des situations rencontrées, la diversité des stratégies adoptées nous renseigne sur la richesse et la nécessité du combat engagé. Que les initiatives alternatives soient citoyennes de type bottom/up, plus institutionnalisées (structure syndicale, fédération), en collaboration avec des institutions publiques, voire qu'elles émanent des pouvoirs publics selon le principe top/down, elles peuvent toutes avoir un sens et ne doivent pas être négligées. Pour Stéphane Desgain, *«cette diversité d'alternatives va quand même plus ou moins dans la même direction, avec des moyens différents».* Si le niveau d'action n'est pas l'élément le plus déterminant, les objectifs et les moyens mis en œuvre le sont beaucoup plus. Un tour d'horizon (non-exhaustif) des modes d'actions structurant les alternatives s'impose.

Différents angles d'approche

La transition requiert un accompagnement des agriculteurs. Pour Nicolas Van Nuffel, *«on ne s'en sortira pas si on n'a pas des politiques publiques d'accompagnement des agriculteurs chez nous».* Aujourd'hui, les agriculteurs sont totalement en incapacité de faire la transition. Poussés à investir massivement dans les techniques agro-industrielles, ils sont complètement endettés et n'ont d'autre choix que de persévérer sur cette voie. De plus, nous devons aussi mettre en place *«une politique d'accompagnement des agriculteurs du Sud, qui sont dans une tout autre situation, mais qui, en fait, pratiquent l'agroécologie par défaut. Ce qu'il faut c'est les aider à améliorer leur productivité pour augmenter la production alimentaire sur base d'une production agro-écologique».*

Tout en accompagnant les agriculteurs, certaines pratiques doivent aussi être sanctionnées et arrêtées. En effet, *«on ne s'en sortira pas si on n'interdit pas certaines pratiques. Si on veut changer le modèle alimentaire, on doit interdire les perturbateurs endocriniens, l'utilisation de l'huile de palme qui détruit la planète etc. Pour ça, il faut de la régulation, c'est sans doute l'aspect le plus difficile aujourd'hui, vu la taille des multinationales. Tant*

qu'on aura des multinationales qui peuvent tirer leur épingle du jeu au niveau de l'alimentation, on ne s'en sortira pas, même si des pistes existent pour faire évoluer les pratiques».

Autant dans les pays en développement que dans les plus industrialisés, les innovations paysannes font partie des stratégies offensives qui permettent le développement d'une agriculture familiale de type agroécologique. Insistant sur les pratiques paysannes en Afrique de l'Ouest, Isabelle Duquesne revient sur tout un champ d'innovations qui se trouve aux mains des acteurs et qui recouvre différentes dimensions de l'agriculture familiale, *«les innovations qui touchent à la production: améliorer la production, avoir accès aux facteurs de production; toutes les innovations en terme d'agroécologie: des rendements plus élevés avec de la fertilité des sols maintenues et des coûts moins élevés puisqu'il y a moins d'intrants; tout un tas d'innovations au niveau du stockage et de la transformation; des innovations au niveau de la concertation et de la contractualisation, qui marchent surtout quand les acteurs sont structurés; des innovations sur l'accès au financement: mutuelles collectives, institutions de microfinance ou des innovations pour rendre accessible le système bancaire conventionnel en donnant accès à des crédits à long terme et d'investissement. Tout cela dessine un champ stratégique offensif au niveau des projets et des territoires très locaux».*

Finalement, pour que ces différents angles d'approche puissent voir le jour, se diffuser et se renforcer, il ne faut pas négliger la construction d'un environnement politique et législatif.

Différents leviers d'action

Pour rendre opérationnelles ces stratégies différents leviers d'actions existent et sont pratiqués par les acteurs de la transition. En voici quelques exemples.

Économiquement, comme l'explique Stéphane Desgain, *«quand l'environnement n'est pas favorable au développement de quelque chose, tu cherches un endroit où c'est encore possible de le faire, tu te construis dans une niche».* Un certain nombre d'alternatives à base de productions différenciées, de circuit court, et d'innovation paysanne ont ainsi émergé par la base, en intégrant des marchés de niches.



L'agriculture paysanne peut nourrir le monde.

© François Cajot / SOS Faim.

En se développant dans un environnement moins concurrentiel, ils ont pu se constituer une force économique pour peser plus face aux acteurs conventionnels et diffuser leurs pratiques. D'autres acteurs des alternatives ont choisi le dialogue avec certains responsables politiques pour parvenir à dégager des budgets susceptibles de les aider à développer des projets qui promeuvent un autre modèle de production et de consommation (filière rizicole, filière conservation de semence etc.).

Politiquement, Isabelle Duquesne soulève que *«là où il y a une inclusion de l'ensemble des acteurs des systèmes sociotechniques agroalimentaires qui font partie d'espaces de prises de décisions collectives, on a des changements effectifs vers d'autres modes de relations entre agriculture et alimentaire, entre urbain et rural. Ce que l'on voit c'est que, plus les alternatives sont portées à une échelle territoriale réduite, plus le partage de la décision et des risques se fait facilement».*

Enfin, le renforcement organisationnel des acteurs de l'agriculture familiale est souvent une prémisses indispensable au développement effectif des alternatives. En effet, pour Isabelle Duquesne, *«le pouvoir de négociation des acteurs de l'agriculture familiale va dépendre de la capacité l'ensemble des acteurs (paysans, ONG, commerçants, consommateurs) à se structurer en organisation paysanne, organisation citoyenne, etc. C'est l'élément de base qui va faire toute la différence».*

Dans ce sens, la structuration collective est au cœur des stratégies agricoles alternatives. ♦

**L'agriculture
de demain
sera une
agriculture
familiale.**